



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/53/704
S/1998/1121
25 novembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-troisième session
Point 45 de l'ordre du jour
LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET SES
CONSÉQUENCES POUR LA PAIX ET LA
SÉCURITÉ INTERNATIONALES

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-troisième année

Lettres identiques datées du 25 novembre 1998, adressées au
Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de l'Afghanistan auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint une lettre datée du 25 novembre 1998 qui vous est adressée par le Ministère des affaires étrangères de l'État islamique de l'Afghanistan (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 45 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) A. G. Ravan FARHÂDI

ANNEXE

Lettre datée du 25 novembre 1998, adressée au Secrétaire général
par le Ministère des affaires étrangères de l'Afghanistan

Comme vous le savez, en octobre 1998, les mercenaires Taliban ont annoncé qu'ils interdiraient, unilatéralement, l'utilisation de mines terrestres par leurs combattants dans tous les territoires qu'ils contrôlent en Afghanistan.

En contraste aigu avec ces informations diffusées et quelques jours à peine après cette annonce, les Taliban ont entrepris de manière intensive de poser de vastes quantités de mines afin de fortifier leurs positions le long de plusieurs lignes de front dans le nord de l'Afghanistan.

Cette annonce contradictoire, à l'instar de nombreux autres engagements déjà rompus unilatéralement par les Taliban, notamment leur engagement d'appliquer un mémorandum d'accord signé avec l'Organisation des Nations Unies, un accord mutuel conclu avec l'État islamique de l'Afghanistan concernant un échange de prisonniers, qui avait été négocié par un homme d'affaires afghan basé en Arabie saoudite et, par conséquent, un cessez-le-feu déclaré avec les forces gouvernementales, illustre l'attitude typiquement hypocrite adoptée par les Taliban.

Bien qu'il n'y ait jamais eu un seul cas où les milices Taliban aient honoré et respecté leur parole, les informations concernant l'utilisation massive de mines terrestres par les Taliban à ce moment révèlent une contradiction trop vaste par rapport à leur annonce dans une période aussi courte.

Cette dernière expansion draconienne de l'utilisation de mines terrestres par les Taliban a été largement rapportée dans les médias internationaux, comme le confirment les informations parues dans le quotidien pakistanais Frontier Post du 18 novembre 1998, citées ci-après.

"Depuis leur offensive d'automne lancée le 10 octobre 1998, les milices Taliban ont fortement miné la bande de 10 kilomètres entre les districts de Nijrâb et Tagâb dans la province de Kapisa, à environ 85 kilomètres au nord de la capitale afghane, Kaboul, et un analyste occidental a estimé que toute tentative de traverser cette zone pourrait entraîner de 30 à 50 % de pertes."

Il est clair que le motif derrière cette fausse annonce est non seulement de dissimuler la perpétuation et l'accroissement des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre commis dans un passé récent par les milices Taliban dans le nord de l'Afghanistan, mais constitue également une tentative démagogique d'induire en erreur la communauté internationale dans son évaluation de la situation en Afghanistan.
